

**PRÉFECTURE DU NORD**

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - EC

**Arrêté préfectoral imposant à la Société FIBRES DU  
HAINAUT des prescriptions complémentaires pour la  
poursuite d'exploitation de son établissement situé à  
QUIEVRECHAIN**

Le Préfet de la Région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord,  
officier de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2003 mettant en demeure la Société FIBRES DU HAINAUT - siège social : 88, rue Cronte Voye 59920 QUIEVRECHAIN - de déclarer les activités qu'elle exerce et de respecter certaines des prescriptions générales applicables aux installations de transformation de matières plastiques sur le site de son établissement de QUIEVRECHAIN 88, rue Cronte Voye ;

VU le rapport, en date du 8 juillet 2003, de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, concluant, après avoir constaté lors d'une visite d'inspection du site la présence de résidus de résines sur zone de terrain non imperméabilisé, à la nécessité d'imposer à cette société, par arrêté préfectoral complémentaire, des prescriptions visant à la remise en l'état du site et à la réalisation d'une étude des sols ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 16 septembre 2003 ;

**SUR** la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET**

La Société FIBRES DU HAINAUT, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 88, rue Cronte Voye à Quiévrechain (59920), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la remise en état de son site implanté à cette même adresse.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

L'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 2 - ETUDE DES SOLS - PHASE A DOCUMENTAIRE**

Une étude de sols du site et de leur impact sur l'environnement devra être réalisée par un tiers expert dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Cette étude de sols devra être réalisée conformément au guide national de gestion des sites potentiellement pollués du Ministère de l'Environnement. Elle se limitera à la phase A de l'étude des sols, selon la classification établie par ce guide.

Cette phase devra comporter notamment :

- l'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre, les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation des éventuels dépôts de déchets, etc... Le recours aux acteurs de la vie de l'entreprise (employés, retraités, etc...) est à envisager pour connaître les "pratiques non-officielles" si courantes dans les entreprises ;
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, qui permettra de préciser les informations propres au site étudié (hydrologie, hydrogéologie, habitat proche ou sur le site, usage de l'eau pour l'alimentation en eau potable ou l'irrigation, le constat éventuel de pollution au travers de ces informations, etc...) dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles potentiels (habitat, sources d'alimentation en eau potable, etc...) ;
- une visite de terrain et de ses environs immédiats pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat éventuel sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires ;
- un rapport de synthèse qui fera le récolement des informations recueillies au cours de la première phase de l'étude des sols.

### **ARTICLE 3 - EVALUATION SIMPLIFIEE DES RISQUES**

Dans le cas où l'impact du site sur l'environnement serait constaté, l'exploitant fera réaliser, en complément à l'étude visée à l'article 2 ci-dessus, une évaluation simplifiée des risques conformément au guide national de la gestion des sites potentiellement pollués du Ministère de l'Environnement.

#### **ARTICLE 4 - ECHEANCIER**

Le respect des prescriptions du présent arrêté devra être fait selon l'échéancier ci-après :

- |                                                                                                                                          |          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| - cahier des charges de l'étude et proposition de tiers expert                                                                           | : 1 mois |
| - bon de commande de l'étude                                                                                                             | : 2 mois |
| - communication du rapport de l'étude et éventuellement de l'évaluation simplifiée des risques à l'inspection des installations classées | : 5 mois |

#### **ARTICLE 5 - FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 6**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

#### **ARTICLE 7**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-préfet de Valenciennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Maire de QUIEVRECHAIN,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,


En vue de l'information des tiers :

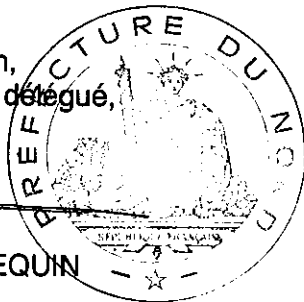
- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de QUIEVRECHAIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 31 octobre 2003.

Pour ampliation,  
Le chef de bureau délégué,

  
Gilles GENNEQUIN



Le préfet,  
P/Le préfet  
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX